



HAL
open science

Les opérations de paix conduites par les organisations régionales euro-atlantiques en 2019-2020

Delphine Deschaux-Beaume Deschaux-Dutard

► **To cite this version:**

Delphine Deschaux-Beaume Deschaux-Dutard. Les opérations de paix conduites par les organisations régionales euro-atlantiques en 2019-2020. Paix et sécurité européenne et internationale, 2020, 15, 10.61953/psei.1083 . halshs-03158191

HAL Id: halshs-03158191

<https://shs.hal.science/halshs-03158191v1>

Submitted on 16 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les opérations de paix conduites par les organisations régionales euro-atlantiques en 2019-2020

Delphine Deschaux-Dutard

Maître de conférences à l'Université de Grenoble-Alpes, membre du CESICE

I. Introduction

L'année 2019 a révélé, comme les précédentes, un haut niveau de conflictualité internationale. L'ONU demeure, malgré ses limites évidentes, l'organisme universel de régulation de cette conflictualité. Pour autant, l'organisation ne disposant pas de forces militaires propres, elle doit régulièrement faire appel aux États ou à des organisations de sécurité régionales, telles que l'OTAN, l'Union Européenne ou l'OSCE pour ses opérations de paix. C'est sur celles-ci que cette chronique se concentre. Seront ici d'abord rappelées les opérations de paix conduites par l'OTAN, puis celles conduites par l'Union Européenne et enfin celles conduites par l'OSCE.

II. Les opérations de paix de l'OTAN¹

En 2019, l'OTAN conduit six opérations et missions de paix différentes tant par leur mandat que par leur géographie, en Afghanistan, au Kosovo, en Méditerranée, en Irak, dans le ciel balte et en soutien à l'Union Africaine. L'OTAN s'implique également dans la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe d'Aden, en partenariat avec l'Union Européenne notamment, et dans la lutte contre le terrorisme.

II.1. L'OTAN en Afghanistan : la mission *Resolute Support*

Suite à la fin de l'opération militaire de l'OTAN en Afghanistan (FIAS) (autorisée initialement par la résolution 1386 (2001) du Conseil de sécurité) et au départ de la majorité des troupes de la coalition fin 2014, l'Organisation a néanmoins souhaité maintenir une assistance aux forces de sécurité locales afghanes à travers la mise en œuvre depuis janvier 2015 de la mission Soutien Déterminé (*Resolute Support*). Cette mission a pour base légale le *Status of Forces Agreement* (SOFA) du 30 septembre 2014 ratifié par le parlement de Kaboul le 27 novembre 2014, ainsi que la résolution 2189 du Conseil de Sécurité de l'ONU approuvée à l'unanimité le 12 décembre 2014. Commandée par le général Austin Scott Miller, l'opération rassemble près de 15937 hommes issus de 38 États (pays membres et partenaires de l'OTAN) en 2019². Elle a pour mandat de former, conseiller et assister les forces de défense et de sécurité nationales afghanes (ANDSF) en partenariat avec le gouvernement afghan et la mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Ces dispositions ont été reconduites par les chefs des États-membres de l'OTAN en 2019.

¹ Pour un rappel du rôle de l'OTAN dans le maintien de la paix contemporain, cf. Delphine Deschaux-Dutard, « Les opérations de paix conduites par les organisations régionales de sécurité euro-atlantiques en 2014-2015 », 32 pages, in *Paix et Sécurité Internationale et Européenne*, Revue électronique, mai 2016, <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=897>.

²<https://rs.nato.int/rsm/newsroom/key-facts-and-figures> Consulté le 2/11/2020.

II.2. L'OTAN au Kosovo : la KFOR

Depuis le 10 juin 1999, l'OTAN conduit une opération de stabilisation et de maintien de la paix au Kosovo, la KFOR³.

Forte de près de 3600 soldats issus de 28 États participants (dont 8 États partenaires non-membres de l'OTAN : Arménie, Autriche, Finlande, Irlande, Moldavie, Suède, Suisse, Ukraine) fin 2019 cette mission est commandée en 2019 par le général italien Michele Risi⁴.

II.3. L'OTAN et la surveillance en Méditerranée

Dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les États-membres de l'OTAN ont décidé de mettre en œuvre une mission de lutte contre le terrorisme en Méditerranée sous le nom d'*Active Endeavour*. Depuis le 9 novembre 2016, cette opération a été remplacée par l'opération *Sea Guardian*. D'amplitude limitée, cette nouvelle opération associe surveillance navale par les navires de l'OTAN, contre-terrorisme et aide au développement des capacités navales régionales. Si les États-membres le décident, ce qui n'est pour l'instant pas d'actualité, elle pourrait également être amenée à exécuter d'autres tâches comme la protection de la liberté de navigation, des opérations d'interdiction maritime et la protection d'infrastructures critiques.

Cette opération est commandée depuis l'*Allied Maritime Command Headquarters* (MARCOM) installé à Northwood au Royaume-Uni. La dernière patrouille focalisée en cours jusqu'en septembre 2020 est opérée sous la conduite du vaisseau amiral de la marine croate (HRV DUBROVNIK)⁵.

II.4. L'OTAN, soutien de l'Union Africaine

Depuis juin 2007, l'OTAN apporte un appui à la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) qui se traduit matériellement par un soutien au transport aérien des troupes de maintien de la paix de l'UA. À la suite de nouvelles demandes de l'UA, le Conseil de l'Atlantique Nord a décidé de prolonger le soutien de l'OTAN en 2015. Par ailleurs, l'OTAN apporte également son soutien à la Force africaine en attente. Cette mission continue en 2019⁶.

II.5. L'OTAN et la mission de police du ciel

Cette mission de police du ciel fait partie de la mission globale de défense aérienne et antimissile de l'OTAN datant de 1961 à l'origine. Elle s'inscrit dans le cadre de la mission de défense collective de l'Alliance atlantique et vise à la protection de l'espace aérien de l'OTAN.

La mission de police du ciel *Baltic Air Policing* a été instaurée en 2004 pour protéger l'espace aérien des trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie). À travers sa mission de police du ciel, l'Alliance atlantique vise à détecter, suivre et identifier les violations et transgressions de l'espace aérien de ses membres. Des avions de combat alliés réalisent ainsi des patrouilles dans l'espace aérien des pays de l'Alliance qui ne possèdent pas leurs propres chasseurs, comme les pays baltes tout particulièrement. Il est très difficile (voire impossible)

³ Pour une présentation détaillée de la KFOR, cf. Delphine Deschaux-Dutard, art. cit.

⁴<https://jfcnaples.nato.int/kfor/about-us> Consulté le 2/11/2020.

⁵<https://mc.nato.int/missions/operation-sea-guardian/focused-operations-force-composition>. Consulté le 2/11/2020.

⁶ Il a été impossible à l'auteur de trouver des chiffres et effectifs précis pour cette mission, malgré des recherches fouillées.

de trouver des chiffres précis sur les effectifs dédiés à cette mission. Seize pays y contribuent activement depuis 2004.

II.6. La mission de formation de l'OTAN en Irak (NMI)

Lors du sommet de l'Alliance atlantique à Bruxelles en juillet 2018, les chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN ont décidé de répondre à la requête du gouvernement irakien par l'envoi d'une mission de formation et de soutien à destination des forces irakiennes (la NMI). Déployée depuis octobre 2018 et commandée par le major-général Jennie Carignan (Canada) depuis le 26 novembre 2019, cette mission a pour objectif de former les forces irakiennes à lutter contre la résurgence de forces terroristes⁷.

Au regard de l'importance de son engagement militaire dans le monde dans des domaines de plus en plus divers de la sécurité internationale, l'OTAN continue d'apparaître comme un acteur fondamental des opérations de paix en 2019 avec près de 20 000 soldats déployés entre ses différentes missions.

III. Les opérations de paix de l'Union Européenne

Depuis le début des années 2000, l'Union Européenne a lancé une politique de sécurité et de défense commune (PSDC depuis le Traité de Lisbonne), et s'implique dans un nombre important d'opérations militaires, civilo-militaires et de missions civiles. En 2019, l'UE conduit 16 missions au total, dont 6 opérations militaires et 10 civiles, déployant ainsi près de 5000 hommes et femmes hors de ses frontières. Nous les présentons en suivant un classement géographique, des plus proches aux plus lointaines par rapport à l'espace géographique de l'UE. Deux zones géographiques sont particulièrement concernées : les Balkans et plus encore l'Afrique (11 opérations et missions concomitantes en 2019-2020).

III.1. Les opérations et missions de l'UE dans les Balkans

Dès le début des années 2000, les Balkans constituent un véritable laboratoire pour la politique de défense de l'UE (PSDC), dans lequel l'UE déploie des opérations de paix et des missions civiles.

III.1.1. L'opération EUFOR Althea en Bosnie-Herzégovine (Mission militaire)

Cette opération militaire de l'UE constitue une de ses plus importantes missions. En Bosnie, l'UE a pris la relève de l'opération SFOR conduite par l'OTAN entre 1996 et 2004.

Reconduite le 5 novembre 2019 sur la base de la résolution 2496 de l'ONU et forte de 600 soldats issus de 20 États-membres dont 5 États partenaires (Albanie, Chili, République de Macédoine, Suisse et Turquie), l'opération Althea est commandée en 2019 par le général autrichien Reinhart Trishak.

III.1.2. La mission EULEX Kosovo (Mission civile)

L'engagement de l'UE dans les Balkans se traduit également par une mission civile de renforcement de l'État de droit, déployée au Kosovo depuis 2008. La mission EULEX Kosovo est la plus importante mission civile jamais lancée par l'Union Européenne et a fêté ses 11 ans en 2019. Composée de 800 personnels (juges, procureurs, policiers et douaniers) internationaux et locaux issus des 28 États-membres et de 5 États partenaires (Canada, États-Unis, Norvège, Suisse et Turquie), elle est placée sous la direction de Lars-Gunnar Wigemark.

⁷https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_166936.htm Consulté le 2/11/2020.

Opérant sur la base légale de la décision 2008/124/PESC du Conseil de l'UE amendée par la décision 2014/349/PESC, la mission EULEX s'appuie également sur la résolution 1244 du Conseil de sécurité adoptée le 10 juin 1999 sous Chapitre VII et autorisant le déploiement d'une force internationale au Kosovo. Son mandat a été étendu par le Conseil (décision CFSP 2020/792) jusqu'au 14 juin 2021.

La mission est dotée d'un budget de 169,8 millions d'euros sur la période juin 2018-juin 2020⁸.

III.2. Les missions de l'UE en Europe centrale et orientale

L'Union Européenne développe trois missions civiles en Europe centrale et orientale.

III.2.1. La mission EUBAM Moldavie Ukraine (Mission civile)

La mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières Moldavie (EUBAM) a été lancée le 30 novembre 2005 sur la demande des présidents moldave et ukrainien par la décision 2005/776/PESC du Conseil qui a modifié le mandat du représentant spécial de l'UE en Moldavie. Cette mission fait suite au mémorandum d'accord signé entre les deux États le 7 octobre 2005 visant pour les deux pays à améliorer la gestion de leur frontière commune et prévenir les trafics, la contrebande et la fraude. Cet accord s'inscrit dans le prolongement du contexte de tensions internes traversées par la Moldavie dans les années 1990 avec les tentatives séparatistes conduites par l'une de ses régions, la Transnistrie, connue pour être un important foyer de trafic d'armes et de marchandises illicites. Cette mission s'inscrit non pas dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune de l'UE, mais plutôt de la politique européenne de voisinage. Elle est basée à Odessa et repose sur cinq bureaux locaux sur la frontière moldavo-ukrainienne. Forte de 132 experts, dont 50 experts européens issus de 11 États-membres, la mission EUBAM a été prorogée cinq fois, pour durer jusqu'au 30 novembre 2020.

III.2.2. La mission EUMM Géorgie (Mission civile)

La mission EUMM (EU Monitoring Mission) en Géorgie est une mission d'observation lancée par l'UE le 15 septembre 2008 sur base légale de la décision PESC 2008/736. Cette mission civile a pour mandat d'observer la situation sur place suite au cessez-le-feu qui est venu mettre un terme au conflit entre la Géorgie et la Russie. Le Conseil européen a prorogé de deux ans la mission de l'UE en Géorgie le 3 décembre 2018 pour la déployer jusqu'au 14 décembre 2020.

La mission EUMM Géorgie est dirigée par Marek Szczygie depuis mars 2020 et déploie 200 observateurs civils issus de l'ensemble des États-membres de l'UE, avec un budget de 38,2 millions d'euros en 2019-2020⁹.

III.2.3. La mission EUAM Ukraine (Mission civile)

La mission de l'UE en Ukraine a pour base légale la décision du Conseil 2014/486, adoptée le 22 juillet 2014 dans le cadre de la PSDC. Par la suite, le 17 novembre 2014, le ministre ukrainien des Affaires étrangères et la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires Etrangères, Federica Mogherini, ont signé le Statut de l'Accord sur la

⁸<http://www.eulex-kosovo.eu/?page=2,16> Consulté le 3/11/2020.

⁹https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/02/11/georgia-new-head-of-eu-monitoring-mission-appointed/?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=Georgia%3a+new+Head+of+EU+monitoring+mission+appointed Consulté le 7/11/2020.

Mission (SOMA) entre l'Ukraine et l'UE, qui a permis le déploiement de la mission EUAM sur le territoire ukrainien à partir de novembre 2014.

Il s'agit d'une mission civile non armée, dont le mandat consiste en l'assistance et la fourniture de conseil aux forces de sécurité ukrainiennes, ainsi qu'en l'assistance en matière de renforcement de l'État de droit. La mission se compose en 2018 de 306 personnels, pour moitié ukrainiens, et pour l'autre moitié issus de 23 États-membres de l'UE et 2 pays partenaires (le Canada et la Norvège), tous placés sous la direction du chef de mission Antti Hartikainen depuis le 1^{er} juillet 2019¹⁰. La mission est dotée d'un budget de 54 millions d'euros pour la période courant de juin 2019 à mai 2021¹¹.

III.3. Les opérations et missions de l'UE en Méditerranée et en Afrique

En 2019-2020, l'UE conduit 9 missions civiles et militaires simultanées en Méditerranée et sur le continent africain.

III.3.1. L'action de l'UE en Méditerranée¹²

L'UE conduit aussi en 2016 deux opérations de paix en Méditerranée, l'une civile en Lybie, l'autre militaire en mer Méditerranée.

III.3.1.1. L'opération EUBAM Libye (Mission civile)

La mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libye) trouve son origine dans le contexte qui suit la crise libyenne de 2011. Le Conseil européen a décidé dans sa décision du 22 mai 2013 de lancer la mission civile EUBAM dans le cadre de la PSDC. Son mandat consiste à aider les autorités libyennes à renforcer la gestion des frontières ainsi que la sécurité des frontières terrestres, maritimes et aériennes conformément aux conclusions du Conseil des affaires étrangères du 19 avril 2016 et aux conclusions du Comité politique et de sécurité du 11 mai 2016. Ce mandat a été prorogé par le Conseil le 30 juin 2020 jusqu'au 30 juin 2021. La mission est placée sous le commandement du commissaire de police italien Vincenzo Tagliaferri basé à Tripoli¹³.

III.3.1.2. L'opération EUNAVFORMED Sophia (Mission militaire)

L'opération Sophia est une opération militaire maritime de l'UE en Méditerranée, qui s'inscrit dans le cadre de l'approche globale européenne concernant les questions migratoires. Lancée sur la base de la décision PESC/015/778 du Conseil le 18 mai 2015, cette mission a deux objectifs principaux : la formation des garde-côtes libyens et de la marine libyenne, et une contribution à la mise en œuvre, en haute mer, au large des côtes libyennes, de l'embargo des Nations unies sur les armes, conformément aux résolutions 2292 (2016) et 2357 (2018) du Conseil de sécurité des Nations unies. Le 21 décembre 2018, le Conseil a prorogé le mandat de cette opération jusqu'au 31 mars 2019.

Commandée depuis Rome par le vice-amiral Enrico Credendino, l'opération Sophia, avec 27 États membres participants, est dotée d'un budget de 11.82 millions d'euros, auquel il faut ajouter les coûts afférents pour les États participants (frais de personnel et moyens militaires).

¹⁰<https://www.euam-ukraine.eu/our-team/leadership/> Consulté le 3/11/2020.

¹¹<https://www.euam-ukraine.eu/our-mission/about-us/> Consulté le 3/11/2020.

¹² Mais intéressant le continent africain.

¹³https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eubam-libya/3859/about-eu-border-assistance-mission-libya-eubam_en Consulté le 3/11/2020.

L'opération Sophia s'appuie sur 3 navires et 8 moyens aériens¹⁴. Elle a cédé la place à l'opération EUNAVFOR MED Irini le 31 mars 2020.

III.3.1.3. L'opération EUNAVFORMED Irini (Mission militaire)

Lancée à la suite de l'opération maritime Sophia par le Conseil européen le 31 mars 2020, l'opération Irini (qui signifie « paix » en grec) a pour but de faire respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye en s'appuyant sur des moyens maritimes, aériens et satellitaires. Son mandat l'autorise à procéder en haute mer, au large des côtes libyennes, à l'inspection de navires soupçonnés de transporter des armes ou du matériel connexe à destination ou en provenance de la Libye, conformément à la résolution 2292 (2016) du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle joue également un rôle dans le secours des migrants en mer, et vise à dissuader les réseaux de migration clandestine opérant depuis la Libye.

De ce fait, l'opération Irini pourra également surveiller les exportations illicites de pétrole, de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés depuis la Libye. Elle contribuera aussi à la formation des garde-côtes libyens et de la marine libyenne en matière d'opérations répressives en mer et apportera une contribution au démantèlement des réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains grâce à la collecte d'informations et à l'organisation de patrouilles aériennes¹⁵.

Prévue pour un mandat initial d'un an (31 mars 2021), l'opération Irini est commandée par le contre-amiral Fabio Agostini depuis un état-major situé à Rome. Accueillant la contribution de 23 États, elle est dotée d'un budget de 9,8 millions d'euros¹⁶.

III.3.2. L'action de paix de l'UE au Sahel

L'implication de l'UE en matière de maintien de la paix et de prévention des conflits se traduit aussi par un engagement important au Sahel cette dernière décennie.

III.3.2.1. La mission EUCAP Sahel Niger (Mission civile)

La mission EUCAP Sahel Niger a été mise en place, à la demande du gouvernement nigérien, sur la base de la décision 2012/392/PESC du Conseil de l'UE du 16 juillet 2012 (amendé le 22 juillet 2014 par la décision 2014/482/PESC). Cette mission civile développée dans le cadre de la politique européenne de défense (PSDC) a pour mandat d'améliorer les capacités des forces de sécurité nigériennes pour lutter de manière efficace contre le terrorisme et la criminalité organisée dans la région. Le 18 septembre 2018 le Conseil européen a prorogé la mission jusqu'au 30 septembre 2020, et adopté un budget de mission à hauteur de 63.4 millions d'euros pour 2018-2020¹⁷. 173 experts européens et internationaux, dont 58 personnels locaux y participent, sous l'autorité du chef de mission Frank van der Mueren, à la formation de près de 3000 membres des forces de sécurité interne locales¹⁸. De plus, la mission joue, conjointement avec la délégation de l'UE au Niger, le rôle de secrétariat pour la coordination internationale de la réforme du secteur de la sécurité au Niger.

¹⁴<https://www.operationsophia.eu/mission-at-a-glance/> Consulté le 17/01/2019.

¹⁵<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/03/31/eu-launches-operation-irini-to-enforce-libya-arms-embargo/> Consulté le 3/11/2020.

¹⁶https://www.operationirini.eu/media_category/documents/ Consulté le 3/11/2020.

¹⁷https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-niger/10961/factsheet-about-eucap-sahel-niger_en Consulté le 17/01/2019.

¹⁸https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-niger/10961/factsheet-about-eucap-sahel-niger_en Consulté le 3/11/2020.

III.3.2.2. La mission EUCAP Sahel Mali (Mission civile)

Cette mission civile est basée sur la décision du Conseil 2014/219/PESC du 15 avril 2014 et vise à compléter la mission de formation militaire déployée par l'UE localement. Elle développe notamment la formation de personnels locaux en matière de rédaction de textes législatifs, de lutte contre la fraude ou de gestion des frontières notamment. La mission EUCAP Sahel Mali a été lancée le 15 janvier 2015 pour une durée initiale de deux ans. Elle a été prorogée par décision du Conseil 20 février 2020 jusqu'au 14 janvier 2021. Elle se compose de 188 personnels (134 personnels européens issus de 15 États-membres et de Serbie, et 54 personnels maliens) sous l'autorité du chef de mission Philippe Rio¹⁹. Le Conseil a par ailleurs souligné à plusieurs reprises l'importance de coordonner cette mission avec le G5 Sahel, auquel l'UE a décidé d'accorder un soutien financier de 67 millions d'euros²⁰.

III.3.2.3. La mission EUTM Mali (Mission militaire)

La mission militaire EUTM Mali a été lancée sur base de la décision du Conseil PESC/2013/87 du 18 février 2013. Elle a pour mandat de conseiller et former les forces armées maliennes en vue de les aider à lutter contre les offensives terroristes locales, et à le faire dans le respect des droits de l'Homme et du droit humanitaire. Le 18 mai 2020, le Conseil a prorogé son mandat jusqu'en mai 2024. Elle est dotée d'un budget de 133 millions d'euros pour la période mai 2020-mai 2024²¹.

La mission EUTM Mali s'appuie sur la contribution de 27 États, dont 22 États-membres de l'UE, sous le commandement du général tchèque František Ridzák en 2020. Elle se compose de 620 militaires déployés pour former leurs homologues maliens.

Le bilan de ces deux missions reste néanmoins mitigé, au regard des regains de tension entre les forces maliennes régulières et les groupes islamistes, et des difficultés de lancement de la force G5 Sahel.

III.3.3. Les opérations européennes en République Centrafricaine

L'UE conduit en 2019 deux missions en République Centrafricaine.

III.3.3.1. L'opération EUTM République Centrafricaine (Mission militaire)

Dans la continuité de la mission précédente de l'UE en République centrafricaine et en collaboration avec la mission de l'ONU sur place (MINUSCA), l'UE a mis sur pied la mission EUTM RCA le 19 avril 2016 (Décision (PESC) 2016/610 du Conseil du 19 avril 2016 relative à une mission militaire de formation PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine). Le mandat de cette opération consiste à soutenir et former les forces armées centrafricaines dans le contexte de réforme du secteur de sécurité en RCA. La mission a été prorogée par le Conseil européen jusqu'au 19 septembre 2022. Elle est dirigée par le général portugais Paulo Neves De Abreu depuis juin 2020, qui dispose de 365 hommes issus de 8 États-membres et trois États tiers (Bosnie, Serbie et Géorgie) et d'un budget de mission de 36,59 millions d'euros pour la période septembre 2020-septembre 2022²².

¹⁹https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-mali_fr Consulté le 3/11/2020.

²⁰https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/02/18/sahel-eu-takes-further-steps-to-better-support-the-security-of-the-region/?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=EUCAP+Sahel+Mali%3a+mission+prolong%3%a9e+jusqu%27au+14+janvier+2021%2c+budget+de+%e2%82%ac+67+million+adopt%3%a9 Consulté le 3/11/2020.

²¹<https://eutmmali.eu/factsheet-eutm-mali> Consulté le 3/11/2020.

III.3.3.2. L'opération EUAM République Centrafricaine (Mission civile)

En parallèle de sa mission militaire, l'UE déploie depuis 2020 une mission civile en République centrafricaine (EUAM RCA). En décembre 2019, le Conseil a adopté la décision PESC 2019/2110²³ établissant la mission consultative de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA), afin de fournir des conseils et une expertise aux autorités centrafricaines au niveau stratégique, en vue de soutenir la réforme du secteur de la sécurité (RSS) du pays.

Le mandat de la mission consiste essentiellement à fournir des conseils stratégiques au ministère de l'intérieur et de la sécurité publique de la RCA et aux forces de sécurité intérieure.

La Mission a un mandat de deux ans, son siège est à Bangui et elle est composée de 66 conseillers stratégiques et de personnel de soutien et dotée d'un budget initial de 7,1 millions d'euros²⁴.

Elle est commandée par le général de gendarmerie portugais Paulo Soares.

III.3.4. Les missions et opérations de paix de l'UE dans la Corne de l'Afrique

Au titre de son engagement global au profit de la sécurité, et en particulier de la sécurité maritime, l'UE est également présente dans la région de la Corne de l'Afrique.

III.3.4.1. La mission EUNAVFOR Atalanta (Mission militaire)

Depuis 2008, l'opération EUNAVFOR Atalanta a pour mandat de contribuer à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie²⁵. Elle est parfois aussi désignée sous le nom EUNAVFOR Somalia²⁶. Son mandat a été prolongé par le Conseil européen du 30 juin 2018 pour s'étendre jusqu'en décembre 2020.

L'État-major opérationnel de la mission a été transféré de Northwood (Royaume-Uni) à Rota (Espagne) depuis mars 2019. La mission repose sur environ 600 personnes (ses effectifs évoluent en fonction de la taille des bâtiments affectés à la mission), de 1 à 3 navires de combat et de 1 à 2 avions patrouilleurs issus de 21 États contributeurs, dont 19 membres de l'UE et deux États tiers. Les coûts communs de l'opération s'élèvent à 11,7 millions d'euros entre janvier 2019 et décembre 2020, auxquels s'ajoutent les frais engagés par chaque État contributeur (moyens et personnels)²⁷.

III.3.4.2. La mission EUTM Somalie (Mission militaire)

La mission européenne EUTM Somalie est une mission de formation militaire lancée le 10 avril 2010 sur la base de la décision du Conseil 2010/96/PESC du 15 février 2010.

²²https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eutm-rca/86240/factsheet-eutm-rca-european-training-mission-central-african-republic_en Consulté le 3/11/2020.

²³<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1594802754202&uri=CELEX:32019D2110> Consulté le 3/11/2020.

²⁴https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/euam-rca/83377/background-facts-and-figures-eu-advisory-mission-central-african-republic-euam-rca_en Consulté le 3/11/2020.

²⁵ Conseil de l'UE, décision 2008/851/CFSP du 10 novembre 2008, Journal officiel de l'UE, 12 novembre 2008, L 301, p. 35.

²⁶<https://eunavfor.eu/mission/> Consulté le 3/11/2020.

²⁷<https://eunavfor.eu/> Consulté le 3/11/2020.

Depuis 2010, l'EUTM Somalie a contribué à la formation d'environ 3 600 soldats somaliens. Le Conseil de l'Union européenne a prorogé l'EUTM Somalia jusqu'au 31 décembre 2020, la dotant d'un budget de près de 11,4 millions d'euros en 2019²⁸. Ce sixième mandat inclut une mission de conseil à destination des autorités politiques somaliennes en vue de mettre en place des capacités à long terme au sein du ministère somalien de la défense et de l'état-major général des forces armées nationales somaliennes. Elle est commandée par le général italien Antonello De Sio et se compose de 203 militaires issus de 7 États membres et d'un État tiers (la Serbie). Sur le plan militaire, elle est pilotée par l'état-major de planification créé à Bruxelles en juin 2017 (MPCC), dédié aux missions militaires non-exécutives de l'UE.

III.3.4.3. La mission EUCAP Somalie (Mission civile)

La mission européenne EUCAP NESTOR (rebaptisée en 2018 EUCAP Somalie) a été lancée suite à l'adoption de la décision du Conseil 2012/389/PESC du 16 juillet 2012. Son mandat vise à aider les pays hôtes à développer une capacité autonome pour renforcer leur sécurité maritime, y compris la lutte contre la piraterie et la criminalité maritimes, et la gouvernance maritime. La mission EUCAP Somalie a été prorogée par le Conseil européen de décembre 2018 jusqu'en décembre 2020, avec un budget de 66,1 millions d'euros pour la période janvier 2019-décembre 2020. Elle est commandée depuis le 19 septembre 2019 par Chris Reynolds, partir d'un quartier général basé à Mogadiscio et se compose de 111 personnels dont 93 personnels internationaux issus de 19 États contributeurs et de 18 personnels locaux. Son budget s'élève à 66,1 millions d'euros pour les deux années 2019-2020²⁹.

III.4. Les missions de l'UE au Proche-Orient

L'UE conduit en 2019-2020 trois missions civiles au Proche-Orient, dont deux sur le territoire palestinien. Ces deux missions s'inscrivent dans la démarche européenne en faveur de la reconnaissance d'un État palestinien.

III.4.1. La mission EUBAM Rafah (Mission civile)

Cette mission européenne consiste en une mission d'assistance à la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte au point de passage de Rafah. Elle a débuté le 24 novembre 2005 pour un an et a été prorogée plusieurs fois. Le Conseil européen du 30 juin 2020 a prorogé la mission jusqu'au 30 juin 2021³⁰. Cette mission se compose de 18 personnels civils européens issus de 5 États-membres, autour du chef de mission Florin Bulgariu nommé le 1^{er} novembre 2020³¹. Cette mission est dotée d'un budget de 2 millions d'euros pour la période juillet 2018-juin 2020³².

²⁸<https://www.eutm-somalia.eu/documents/> Consulté le 3/11/2020.

²⁹<https://www.eucap-som.eu/fact-sheet/> Consulté le 3/11/2020.

³⁰https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/06/30/council-extends-the-mandates-of-eu-csdp-civilian-missions-for-one-more-year/?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=Council+extends+the+mandates+of+EU+CSDP+civilian+missions+for+one+more+year Consulté le 3/11/2020.

³¹<https://www.swr.de/swraktuell/bw/karlsruhe/guenther-freisleben-verabschiedet-karlsruher-polizeipraesident-geht-nach-israel/-/id=1572/did=20777480/nid=1572/19670mc/index.html> Consulté le 5/03/2018.

³²<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:0abc305a-a87a-46ca-8462-c42b8a57ff6e> Consulté le 23/01/2019.

III.4.2. La mission EUPOL COPPS dans les territoires palestiniens (Mission civile)

Cette mission a démarré le 14 novembre 2005 sur la base de la décision PESC 2005/797/PESC. Son mandat, prolongé par le Conseil européen le 30 juin 2020 pour durer jusqu'au 30 juin 2021, vise la formation de la police civile palestinienne ainsi que le renforcement de la justice pénale et de l'État de droit. Située à Ramallah et dirigée par Katja Dominik depuis le 1^{er} octobre 2020, la mission EUPOL COPPS s'appuie sur 99 personnels européens et internationaux issus des 20 États-membres de l'UE, ainsi que du Canada³³. Elle est dotée d'un budget de 12,6 millions d'euros pour les deux années 2019-2020.

III.4.3. La mission EUAM Iraq

La mission consultative de l'Union européenne en Irak (EUAM Irak) a été lancée en octobre 2017 en réponse à une sollicitation du gouvernement irakien sur la réforme du secteur de la sécurité civile (RSS)³⁴. La mission avait un mandat initial d'un an (jusqu'au 17 octobre 2018), qui, sur la base d'une évaluation des besoins irakiens et des progrès réalisés, a été prolongé jusqu'en avril 2020, puis étendu par le Conseil européen du 7 avril 2020 jusqu'au 30 avril 2022.

Il s'agit d'une mission de conseil et d'expertise auprès des autorités de sécurité irakienne. Elle repose sur 80 personnels issus de 14 États-membres et 30 personnels locaux. Dotée d'un budget de 79,5 millions d'euros sur la période octobre 2018-avril 2020, elle est commandée par le général allemand Christoph Buik.

Au total, l'UE s'illustre en 2019-2020 comme un acteur international incontournable engageant près de 6000 hommes en dehors des frontières européennes, pour un total de près de 900 millions d'euros³⁵.

IV. Les missions et opérations de paix de l'OSCE

En 2019-2020, l'OSCE conduit 15 missions en Europe orientale (Ukraine), en Asie Centrale (Kirghizstan) et dans les Balkans (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Moldavie, Serbie, Macédoine). Elles sont ici présentées en suivant un ordre chronologique, de la plus ancienne mission déployée à la plus récente. Il ne sera fait état que des missions les plus importantes pour des questions de lisibilité de cette chronique. Certaines missions consistent en une simple présence sur le terrain (comme en Albanie par exemple) visant à aider le pays hôte à respecter ses engagements. Toutes les informations complémentaires peuvent être trouvées sur le site institutionnel de l'OSCE³⁶. Nous n'abordons que les missions s'apparentant à des opérations de paix.

IV.1. La mission OSCE-Moldavie

La mission de l'OSCE en Moldavie a débuté le 4 février 1993 suite au conflit qui a éclaté en 1992 du fait de la tentative de sécession de la Transnistrie. La mission de médiation de

³³<http://eupolcopps.eu/en/view/news> Consulté le 3/11/2020.

³⁴https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/euam-iraq/33962/about-euam-iraq_en Consulté le 3/11/2020.

³⁵<https://www.bruxelles2.eu/2019/01/03/les-missions-et-operations-de-la-psdc-budget-personnel-commandement-le-point/> Consulté le 3/11/2020.

³⁶<http://www.osce.org/where>. Cf. aussi notre chronique 2014-2015 pour le cadre global des missions de l'OSCE : Delphine Deschaux-Dutard, « Les opérations de paix conduites par les organisations régionales euro-atlantiques en 2014-2015 », Paix et sécurité internationales (PSEI), N°3, Mars 2016, <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=897>

l'OSCE en Moldavie a été prorogée par le Conseil permanent de l'OSCE jusqu'au 31 décembre 2019 par la décision du 29 novembre 2018 (PC.DEC/1312)³⁷. Elle est placée sous la direction de Klaus Neukirch depuis septembre 2018. Elle déploie des 52 personnels civils dont 13 internationaux et 39 locaux. Le budget de la mission s'élève en 2019 à 2,3 millions d'euros³⁸.

IV.2. La mission OSCEBIH en Bosnie-Herzégovine

La mission OSCEBIH a vu le jour à la suite des accords de Dayton de 1995. Son objectif est de veiller à la tenue régulière des élections, de promouvoir le respect des droits de l'Homme, d'aider au renforcement démocratique de la Bosnie et de s'assurer de la stabilisation militaire, en coopération avec la mission EUFOR Althéa. Pour mener à bien ces tâches, l'OSCEBIH est dirigée depuis le 4 septembre 2017 par l'ambassadeur américain Bruce Berton, et se compose de 323 personnels dont 33 internationaux et 287 personnels bosniaques³⁹. L'OSCEBIH couvre 11 thématiques clefs visant à assurer la démocratisation et la stabilisation de la Bosnie-Herzégovine : l'engagement communautaire et la démocratie locale, la gouvernance et le développement, l'assistance parlementaire, la réforme du système judiciaire, les droits économiques et sociaux, l'éducation, l'assistance à la Bosnie en vue de tenir des engagements envers l'OSCE et les autres institutions internationales (*compliance assistance* en anglais), le contrôle des armements, le contrôle parlementaire sur le secteur de la sécurité et de la défense, la réforme du secteur de sécurité et le contrôle des questions de sécurité et de défense. La mission bénéficie en 2019 d'un budget de 11,68 millions d'euros.

IV.3. La mission OMIK (Kosovo)

La mission de l'OSCE au Kosovo a fêté ses 20 ans en 2019. Le mandat de l'OMIK est d'appuyer la mission civile des Nations Unies, la MINUK, visant à administrer le Kosovo et recréer un État de droit, démocratique et respectueux des droits de l'homme. L'OMIK est en 2019 la plus importante mission de l'OSCE tant en termes d'effectifs (5 centres régionaux et 30 équipes déployées au niveau des municipalités, ce qui représente environ 117 personnels internationaux et 387 personnels locaux⁴⁰) qu'en termes de budget (plus de 17,4 millions d'euros en 2019)⁴¹. Elle concerne trois domaines principaux : la promotion et la protection des droits de l'Homme au Kosovo, la démocratisation des institutions (avec une action particulièrement ciblée sur les questions électorales et l'égalité hommes-femmes) et la sécurité publique. Elle a soutenu en 2019 l'organisation d'élections municipales dans quatre municipalités du nord de la province, suite à l'initiative conjointe OSCE/UE visant à renforcer le processus électoral. L'OMIK est dirigée par l'ambassadeur norvégien Jan Braathu depuis le 1^{er} octobre 2016.

IV.4. La mission OSCE-Ukraine

Débutée le 21 mars 2014, la mission de l'OSCE en Ukraine (*Special Monitoring Mission ou SMM*) a été prorogée plusieurs fois par le Conseil Permanent de l'OSCE pour s'étendre jusqu'en 2021⁴². Sous l'autorité de l'ambassadeur turc Ertugrul Apakan, chef de la mission, l'OSCE est chargée, en Ukraine, de récolter des informations et produire des rapports sur la

³⁷OSCE, *Survey of OSCE fieldoperations*, Rapport annuel 2019, <https://www.osce.org/annual-report/2019> Consulté le 3/11/2020.

³⁸Id.

³⁹Id.

⁴⁰OSCE, *Survey of OSCE fieldoperations*, Rapport annuel 2019, <https://www.osce.org/annual-report/2019> Consulté le 4/11/2020.

⁴¹Id.

⁴²<https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/467928> Consulté le 4/11/2020.

situation sécuritaire ainsi que de rendre compte des incidents, y compris ceux concernant les allégations de violations des principes fondamentaux de l'OSCE. La mission a aussi pour mandat de suivre la situation des droits humains dans le pays, y compris les droits des minorités nationales. La mission comporte aujourd'hui environ 730 observateurs internationaux issus de 44 États-membres de l'OSCE, 448 personnels locaux et 124 autres personnels internationaux.

L'OSCE dispose également en Ukraine d'un Coordonnateur de projet qui a pour tâche la conduite d'actions multiples dans les domaines de la lutte contre le crime organisé, le terrorisme, le trafic d'êtres humains, le contrôle des armes notamment. Cette coordination est assumée par l'ambassadeur lituanien Vaidotas Verba et repose sur 3 personnels internationaux et 47 locaux, depuis septembre 2014, avec une dotation budgétaire de 3,6 millions d'euros en 2019.

IV.5. Mission d'observation aux checkpoints de Gukovo et Donetsk

La mission d'observation de l'OSCE aux checkpoints russes de Gukovo et Donetsk a été lancée le 24 juillet 2014 (décision PC.DEC/1130). Le mandat des observateurs déployés consiste à la fois à gérer la frontière entre l'Ukraine et la Russie au niveau des deux checkpoints, mais également à examiner les mouvements autour de la frontière. Prorogé plusieurs fois, le mandat de la mission a été étendu à nouveau par le Conseil Permanent de l'OSCE le 30 août 2018 pour durer au moins jusqu'au 31 janvier 2019 (décision PC.DEC/1304), puis reconduit en 2019 jusqu'au 31 mai 2020. Composée de 22 observateurs issus de 15 États-membres, la mission est placée sous l'autorité de l'ambassadeur hongrois Gyorgi Varga. Le budget de cette mission d'observation s'élève en 2018-2020 à environ 1,5 millions d'euros additionnés d'une rallonge budgétaire de 436 200 euros pour la période 2019-2020⁴³.

L'ensemble des opérations de paix conduites en 2019-2020 par les trois organisations de sécurité euro-atlantiques abordées dans cette chronique témoigne du rôle fondamental des organisations régionales de sécurité au XXI^e siècle, trois décennies après la fin de la guerre froide, et dans un monde où le multilatéralisme est de plus en plus perturbé.

V. Eléments de bibliographie

Pour les lecteurs qui souhaiteraient approfondir le sujet, voici des pistes de lectures supplémentaires classées par organisation, parmi une littérature foisonnante sur l'OTAN et l'UE, et relativement modeste sur l'OSCE.

Un site Internet très précieux sur toutes les opérations de paix, classées par pays, organisations, dates : <http://www.operationspaix.net/>

Sur les opérations de paix de l'OTAN

Delphine Deschaux-Dutard, *Introduction à la sécurité internationale*, Grenoble, PUG, 2018.

Steven Holl, Legal Issues of Multinational Military Operations: The NATO Experience, pp. 209-218, in *Multinationalität und Integration immilitärischen Bereich*. Nomos Verlags gesellschaft mb H& Co. KG, 2018. p. 209-218.

⁴³OSCE, *Survey of OSCE field operations*, Rapport annuel 2019, <https://www.osce.org/annual-report/2019> Consulté le 4/11/2020.

Andrew Wolff, “Invitations to Intervene and the Legitimacy of EU and NATO Civilian and Military Operations”, in *International Peacekeeping*, 2018, vol. 25, n° 1, p. 52-78.

Sur les opérations de l’Union Européenne

Voir le blog très complet Bruxelles2 : <http://www.bruxelles2.eu/category/psdc/missions-psdc-defense-ue/>

André Dumoulin, Nicolas Gros-Verheyde, *La politique européenne de sécurité et de défense commune. « Parce que l’Europe vaut bien une défense »*, Ed. du Villard, 2018 (chapitres 11 à 15 surtout).

Rapport annuel de l’UE sur les missions et opérations de la PSDC : https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/csdp_annual_report_2019_web_en_2.pdf

Sur les opérations de l’OSCE

Marianne Ducasse-Rogier, *The Operational Role of the OSCE in the Field of Peace-Building: The Case of Bosnia and Herzegovina*, pp. 24-29, in : *The Operational Role of the OSCE in South-Eastern Europe*, London, Routledge, 2018.

Terrence P. Hopmann, *The OSCE role in Eurasian security*, in James Sperling, Sean Kay, Victor Papacosma, *Limiting institutions? The challenge of Eurasian security governance*, Manchester, Manchester University Press, 2018.

OSCE, *Survey of OSCE field operations*, Rapport annuel 2019, <https://www.osce.org/annual-report/2019>